

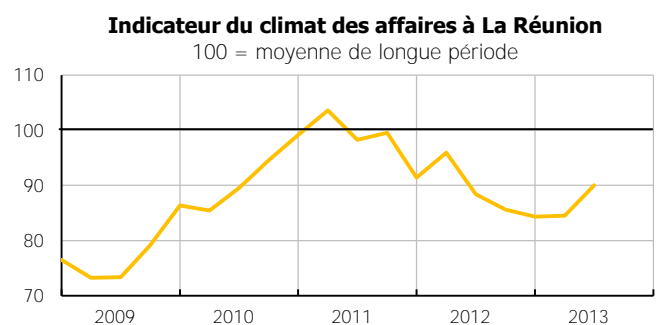
Tendances conjoncturelles

2^e trimestre 2013

LA CONJONCTURE ÉCONOMIQUE À LA RÉUNION

Progression de l'indicateur du climat des affaires

Après s'être progressivement stabilisé jusqu'au premier trimestre 2013, l'indicateur du climat des affaires (ICA) se redresse significativement au deuxième trimestre (+ 5,5 points) pour s'établir à 90,0 points. Il reste néanmoins toujours très en deçà de sa moyenne de longue période. La progression de l'ICA s'explique d'abord par les anticipations des chefs d'entreprise pour le trimestre à venir (+ 4,4 points, contre + 1,1 point pour la composante passée). Le troisième trimestre est en effet marqué par l'amélioration du jugement des entrepreneurs sur l'activité, les effectifs et l'investissement. La composante passée de l'ICA contribue aussi à cette amélioration. Le jugement des entrepreneurs concernant leur trésorerie et leurs délais de paiement est mieux orienté, même s'il reste négatif, et compense ainsi une opinion toujours en retrait sur les prix et les effectifs.



Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM

Dans un contexte de stabilisation des prix, la consommation des ménages reste mal orientée. L'investissement montre en revanche quelques signaux positifs. Le marché du travail se stabilise progressivement. La progression soutenue de l'offre d'emploi ne suffit pas à empêcher une légère augmentation du nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi.

Les exportations se contractent sous l'effet d'une baisse des expéditions de produits des industries agroalimentaires. Les importations sont également en repli, notamment celles de biens d'équipement du foyer.

La détérioration de l'activité se poursuit dans l'ensemble des secteurs de l'enquête, hormis le secteur primaire qui connaît une progression de son courant d'affaires.

LES ÉCONOMIES DE LA ZONE OCÉAN INDIEN PLUTÔT BIEN ORIENTÉES HORMIS MADAGASCAR

La croissance de l'économie sud africaine accélère au deuxième trimestre 2013, avec une hausse annualisée de 3,0 % du PIB (CVS), contre + 0,9 % au trimestre précédent. L'activité de l'industrie manufacturière contribue fortement à cette augmentation, ainsi que celle des services marchands. A l'inverse, l'industrie minière reste mal orientée, après une accalmie le trimestre précédent.

Aux Seychelles, l'activité touristique continue d'être favorablement orientée, avec une progression de 9,4 % du nombre de touristes au deuxième trimestre 2013 en glissement annuel.

A Madagascar, l'activité économique reste morose au deuxième trimestre 2013. L'investissement continue de marquer le pas. L'encours de crédits à long terme octroyés au secteur privé stagne et les importations de biens d'équipement se contractent.

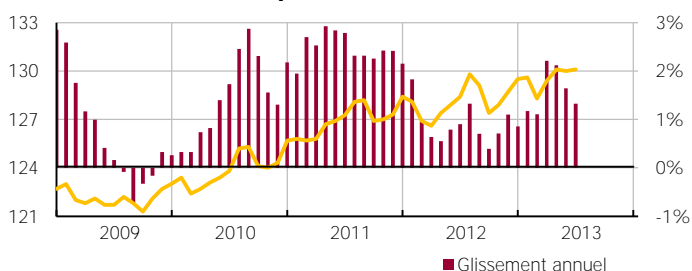
A Maurice, le PIB augmente de 2,9 % au premier trimestre 2013 par rapport au premier trimestre 2012. Principal moteur de la croissance mauricienne, la consommation finale continue d'être soutenue (+ 2,4 %). L'investissement reste cependant mal orienté pour le troisième trimestre consécutif, avec une baisse de 3,4 % sur un an. Les exportations et les importations mauriciennes reculent toutes les deux. Corrigé des variations saisonnières, le PIB mauricien progresse de 1,4 % au premier trimestre 2013, après + 0,2 % le trimestre précédent.

Augmentation des prix à la consommation

L'indice des prix à la consommation (IPC) progresse de 0,5 % au deuxième trimestre 2013, après un début d'année en léger retrait (- 0,1 % sur le premier trimestre). Les prix des produits manufacturés et des services augmentent respectivement de 2,9 % et de 0,9 %. Les **prix de l'alimentation** reculent pour leur part de 2,5 %, en lien avec la baisse des prix des produits frais, des légumes notamment. Les prix de **l'énergie se contractent** également (- 2,8 %) en raison de la baisse sensible des prix des produits pétroliers (- 4,3 %). Ces derniers avaient progressé de 10,2 % au premier trimestre, suite à la suppression fin février du subventionnement du prix du gaz. Enfin, les prix du tabac sont quasiment stables (+ 0,1 %) sur le trimestre.

L'augmentation des prix sur un an reste mesurée (+ 1,3 %). Elle s'explique pour moitié par la mise en place, de mars à juin 2012, de prix subventionnés pour les carburants. Les prix des produits pétroliers sont ainsi en hausse de 8,7 % en glissement sur un an. Sur la même période, les prix de l'alimentation progressent pour leur part de 2,2 % et ceux du tabac de 6,4 %.

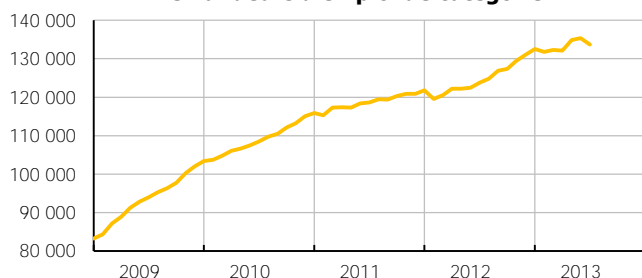
Indice des prix à la consommation



Source : Insee, données mensuelles

Légère hausse de la demande d'emploi

Demandeurs d'emploi de catégorie A



Source : Pôle emploi, données CVS

Le nombre de **demandeurs d'emploi** réunionnais inscrits à Pôle emploi en catégorie A **s'établit à 133 730** à fin juin 2013. Après **s'être stabilisé** au premier trimestre, il progresse de 1,2 % (CVS) par rapport à fin mars (+ 1,6 % au niveau national). Le nombre de personnes âgées de plus de 50 ans inscrites à Pôle emploi repart à la hausse sur le trimestre (+ 3,8 %). Il augmente de 20,2 % en glissement sur un an.

L'offre d'emploi est mieux orientée, avec une progression de 24,6 % (CVS) du nombre d'offres d'emploi collectées au deuxième trimestre 2013. Cette évolution se concentre essentiellement sur des offres **d'emplois durables (+ 38,0 %)**, même si le nombre **d'emplois non durables collectés** progresse également (+ 12,7 %).

Sur un an, le nombre de demandeurs d'emploi augmente de 7,8 % (CVS). Le rythme de progression des allocataires de l'assurance chômage continue pourtant de ralentir (+ 1,9 %). De nombreux inscrits à Pôle emploi ont en effet épuisé leurs droits à indemnisation et, en conséquence, le nombre **de demandeurs d'emploi ayant droit au** revenu de solidarité active (RSA « socle ») progresse de 14,0 %.

Légère baisse de la consommation des ménages

La consommation des ménages reste mal orientée au deuxième trimestre 2013.

Les importations de **biens d'équipement à destination du foyer**, de produits courants et de produits des industries agroalimentaires (IAA) baissent respectivement de 5,7 % (CVS), de 0,7 % et de 1,0 %. Les ventes de véhicules neufs diminuent légèrement sur le trimestre (- 0,4 %, CVS), mais **s'inscrivent en** baisse de 5,1 % sur un an.

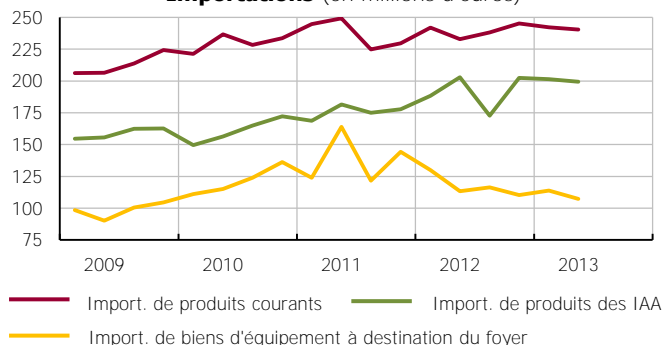
Les encours des crédits à la consommation baissent de 1,0 % sur le trimestre et de 2,5 % en glissement annuel.

Les indicateurs de vulnérabilité des ménages continuent de se dégrader au deuxième trimestre 2013. Les dossiers déposés à la Commission de surendettement augmentent de 34,0 % sur le trimestre, et de 28,0 % par rapport à la même période en 2012.

La progression du nombre de personnes physiques interdites bancaires est cependant moins marquée (+ 0,5 % contre + 3,2 % au premier trimestre). Le nombre des incidents de paiement par chèques baisse par ailleurs de 0,4 %.

Malgré ce contexte morose pour la consommation, l'**opinion** des professionnels du secteur du commerce **s'améliore progressivement**. Ils jugent la détérioration de leur activité beaucoup moins marquée **qu'au trimestre précédent et font état d'une amélioration des** délais de paiement et des **charges d'exploitation**. Les **anticipations d'activité pour le troisième trimestre** sont en outre mieux orientées.

Importations (en millions d'euros)



Source : Douanes, CVS IEDOM

Quelques signaux positifs pour l'investissement

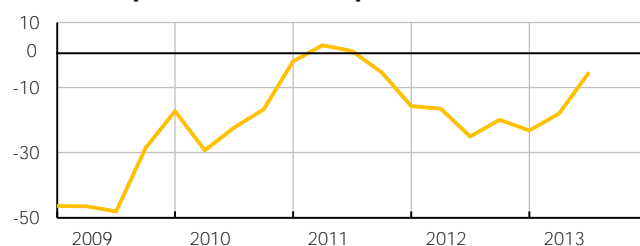
Le **solde d'opinion** relatif aux intentions **d'investir** continue de se redresser, **même s'il reste** légèrement négatif.

Les **importations de biens d'équipement professionnel** se redressent (+ 3,1 %, CVS), après trois trimestres de baisse. Celles de biens intermédiaires sont en revanche en retrait de 1,7 %. La baisse des ventes de véhicules utilitaires ralentit : - 3,2 % (CVS) contre - 15,7 % au trimestre précédent.

Les **encours des crédits à l'investissement des entreprises** diminuent de 1,0 % sur le trimestre. En glissement annuel, ils baissent de 1,6 %.

Les attestations de conformité délivrées par le Consuel progressent de 17,6 % en glissement annuel. Les **encours bancaires des crédits à l'habitat** des ménages sont stables (+ 0,1 %) par rapport au trimestre précédent tandis que ceux des entreprises sont en hausse de 2,3 %.

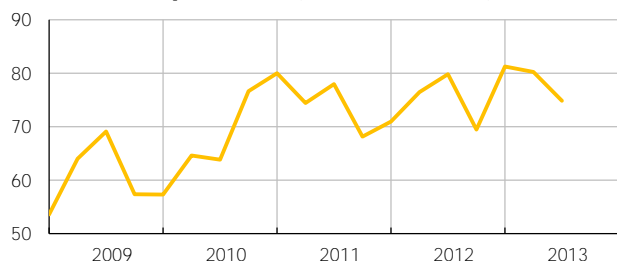
Soldes d'opinions relatifs aux prévisions d'investissement



Source : Enquête de conjoncture IEDOM, CVS

Recul des échanges de biens avec l'extérieur

Exportations (en millions d'euros)



Source : Douanes, CVS IEDOM

Les importations fléchissent de 1,7 % (CVS) au deuxième trimestre 2013. La quasi-totalité des regroupements de produits contribuent à cette baisse, dont notamment les **biens d'équipement** du foyer. Seules les **importations de biens d'équipement professionnel** progressent.

Le repli **des exportations s'amplifie** (- 6,7 %, CVS). Il **s'explique** en partie par la baisse des exportations de produits des industries agroalimentaires (- 2,6 %), liée essentiellement au recul du prix de la langouste et de la légine. Les ré-exportations de produits manufacturés et de matériels de transport progressent parallèlement.

ACTIVITÉ EN BERNE, SAUF DANS L'AGRICULTURE

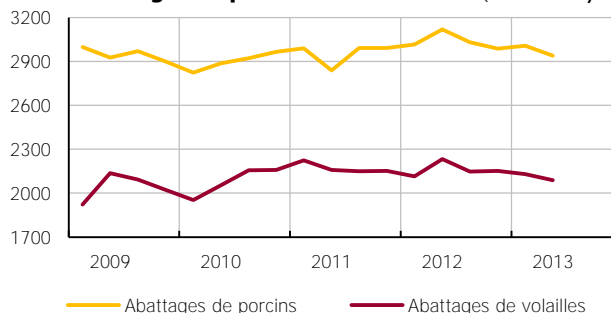
A l'exception du secteur primaire dont l'activité se stabilise, l'ensemble des secteurs connaissent une détérioration de leur activité.

Dans le secteur **de l'agriculture, de la pêche et de l'élevage**, le **courant d'affaires** progresse après s'être fortement détérioré les trimestres précédents. Pour autant, les abattages sont en baisse. Ceux de volailles et de porcins se contractent respectivement de 1,9 % et 2,2 % (CVS), et ceux de bovins reculent de 1,6 %, atteignant ainsi un niveau historiquement bas. Les professionnels interrogés **s'attendent** à une détérioration de leur **courant d'affaires** au troisième trimestre 2013.

L'activité dans le secteur des **industries agroalimentaires** se contracte. L'**opinion des entrepreneurs** sur la trésorerie, les délais de paiement et les charges **d'exploitation se dégrade** à un rythme plus marqué **qu'au trimestre précédent**. Les **prévisions d'investissement** sont elles aussi mal orientées. Les **chefs d'entreprise** anticipent cependant une meilleure orientation de leur activité au trimestre prochain.

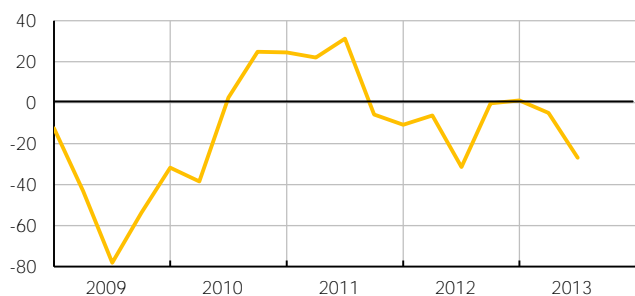
Le **courant d'affaires** dans le secteur **des industries manufacturières** reste dégradé, mais la trésorerie et les charges se stabilisent. Elles devraient néanmoins se détériorer au troisième trimestre, au cours duquel les entrepreneurs **s'attendent également** à un repli de l'activité.

Abattages de porcins et de volailles (en tonnes)



Sources : Sicabat et Ariv, CVS IEDOM

Soldes d'opinions relatifs à l'activité du BTP

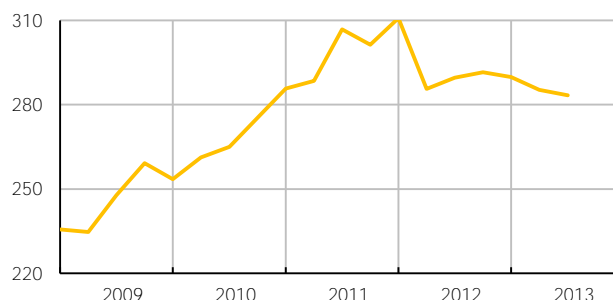


Source : Enquête de conjoncture IEDOM, CVS

L'activité dans le secteur des **services marchands** se dégrade une nouvelle fois, confirmant les prévisions des entrepreneurs. Ils **font état d'une** détérioration de leurs délais de paiement et de **leurs charges d'exploitation**. Les professionnels du secteur anticipent cependant une stabilisation **de leur courant d'affaires** au troisième trimestre.

Dans le secteur **du tourisme**, l'activité se **dégrade** moins **fortement qu'anticipé**, selon les **chefs d'entreprise** interrogés. Le **trafic total s'inscrit** cependant en baisse de 2,2 % (- 0,7 % sur l'axe Réunion – Métropole). **Les entrepreneurs s'attendent à une** amélioration de leur activité au troisième trimestre 2013.

Nombre de passagers sur l'axe La Réunion - Métropole (en milliers)



Source : Aéroports de Gillot et de Pierrefonds - CVS

STABILISATION ENCORE FRAGILE DE L'ÉCONOMIE MONDIALE

L'économie mondiale continue de croître à un rythme modéré. La croissance semble marquer le pas dans les pays émergents, mais **montre des signes de renforcement dans les économies avancées**. Ainsi, la croissance de l'économie américaine accélère et l'Europe sort de la plus longue période de récession de son histoire. Cependant, l'économie mondiale reste exposée à des risques de dégradation liés à un **ralentissement prolongé de la croissance dans les pays émergents**. L'inflation est repartie à la hausse en juin dans un certain nombre d'économies avancées et émergentes, mais reste globalement contenue.

La croissance américaine accélère au deuxième trimestre par rapport au trimestre précédent tout en restant modérée (+ 0,4 % après + 0,3 %). La situation du marché du travail s'est globalement améliorée mais le taux de chômage demeure relativement élevé (7,6 % en juin). L'inflation s'élève à 1,8 % en juin en deçà de l'objectif de long terme de 2 %, fixé par la Réserve fédérale. L'économie japonaise continue de croître à un rythme soutenu tirée par la demande intérieure et les échanges avec l'extérieur. Les prix à la consommation ont suivi une tendance haussière depuis le début de l'année aboutissant à une augmentation de 0,2 % en glissement annuel au mois de juin.

Après six trimestres consécutifs de contraction de son PIB, la zone euro renoue avec la croissance atteignant + 0,3 % au deuxième trimestre (après - 0,3 %). Ce sursaut est à imputer, en grande partie, à l'accélération de la croissance allemande et au rebond de l'économie française. Le Portugal est également sorti de la récession (+ 1,1 %) tandis que d'autres pays comme l'Espagne et Chypre voient leur économie continuer de se replier (respectivement de - 0,1 % et - 1,4 %). La situation du marché du travail de la zone euro reste nettement dégradée, avec un taux de chômage qui atteint 12,1 % en juin.

Le PIB de la France repart à la hausse au deuxième trimestre (+ 0,5 %) après deux replis successifs (- 0,2 %) aux trimestres précédents. Ce rebond est à mettre en relation avec l'augmentation de la demande intérieure, principalement des dépenses de consommation des ménages (+ 0,4 % après - 0,1 %) tandis que l'investissement recule plus modérément (- 0,5 % après - 1,0 %). Les échanges rebondissent également, les exportations et les importations progressant respectivement de + 2,0 % et + 1,9 %.

En Chine la croissance décélère passant de 7,7 % au premier trimestre à 7,5 % au deuxième trimestre. L'environnement économique mondial impacte négativement ses exportations qui sont avec ses investissements massifs à l'origine du dynamisme de sa croissance. Globalement, le FMI envisage une croissance plus modérée dans les pays émergents et les pays en développement qui atteindrait 5 % en 2013 puis 5,5 % en 2014.

Sources : FMI, BCE, INSEE, FED, Eurostat

Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.iedom.fr

Directeur de la publication : N. de SEZE – Responsable de la rédaction : A. BELLAMY-BROWN

Éditeur et imprimeur : IEDOM

Achévé d'imprimer : 5 septembre 2013 – Dépôt légal : septembre 2013 – ISSN 1952-9619